

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 5 avril 2018
Nombre des Membres en exercice : 78

OBJET : 2018-03-24- TRANSPORTS (8.7) – MOBILITÉ : REGLEMENT TRANSPORTS SPECIALISES

DATE DE CONVOCATION : 29 MARS 2018

DATE DE L’AFFICHAGE : 13 AVRIL 2018 de l’extrait de Délibération

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.
L’ordre du jour est modifié et approuvé à l’unanimité, comme suit : retrait de la délibération 2018.03.37.

| | |
|--------------------------------------|---|
| <u>Étaient présents :</u> | André FONTAINE, Jean-Louis CLAUDON, Gérald LIOUVILLE, Jean Paul LOUIS (ayant la suppléance de Jean Luc LEVIEVRE) , Claude MANET, Jean-Luc STAROSSE, Emmanuel PAYEUR, Bernard FABING (ayant la procuration de Pascal MATTEUDI à compter de la 2018.03.15), Serge ZUFFELLATO (ayant la suppléance de Jean-François SEGALT), Fabrice CHARTREUX, Laurent GUYOT, Francis SIEDLECKY, Roger SILLAIRE (ayant la procuration de Christophe MAURY), Isabelle GUILLAUME (ayant la procuration de Yolande AGRIMONTI), Patrice KNAPEK, André MAGNIER, Philippe MONALDESCHI (ayant la procuration de Michèle PILOT), Bruno BECK (ayant la procuration d’Isabelle GASPAS), Bernard DROUIN, Raphaël ARNOULD (ayant la procuration de Christine THERMINOT), Corinne LALANCE (ayant la procuration de Gérard BOULANGER), Damien BRASSEUR, Michel NOISETTE, Régis MATHIEU, Clément VERDELET, Chantal PIERSON (présente à compter de la 2018.03.09), Bernard DEPAILLAT (départ à compter de la 2018.03.15), Philippe HENNEBERT (ayant la procuration de Chantal PIERSON du début à la 2018.03.08), François MANSION (ayant la procuration de Patrick THIERY), Jean-François MATTE, Kristell JUVEN, Patrick FLABAT, Gérald ERZEN (départ à compter de la 2018.03.15), Xavier RICHARD, Alde HARMAND, Lydie LEPIOUFF (ayant la procuration de Fabrice DE SANTIS), Jorge BOCANEGRA (ayant la procuration de Matthieu VERGEOT), Christine ASSFELD LAMAZE, Olivier HEYOB, Lucette LALEEVE, Gérard HOWALD, Marie VIOT (ayant la procuration de Catherine BRETENOUX), Malika GHAZZALE (ayant la procuration de Catherine GAY), Mustapha ADRAYNI, Claudine CAMUS, Guy SCHILLING, Fatima EZAROIL (ayant la procuration d’Alain BOURGEOIS), Pascal MATTEUDI (départ à compter de la 2018.03.15), Etienne MANGEOT (ayant la procuration de Jean-Robert GORCE), Thierry BAUER (ayant la procuration de Véronique CARRIER), Marie-Jeanne CHRETIEN, Alain COCUSSE, Denis PICARD, Christelle AMMARI, Dominique PERRIN, Jean Pierre COUTEAU. |
| <u>Étaient excusés :</u> | Thierry COLLET, Jean-Luc LELIEVRE, Jean-François SEGALT, Yolande AGRIMONTI, Christophe MAURY, Jean-Robert GORCE, Michèle PILOT, Isabelle GASPAS, Gérard BOULANGER, Christine THERMINOT, Chantal PIERSON (excusée du début à la 2018.03.08), Patrick THIERY, Catherine BRETENOUX, Fabrice DE SANTIS, Alain BOURGEOIS, Matthieu VERGEOT, Catherine GAY, Véronique CARRIER. |
| <u>Avis de procuration :</u> | Du début à la 2018.03.07 : 15 procurations. De la 2018.03.08 à 2018.03.14 : 14 procurations. De la 2018.03.15 à la fin : 15 procurations. |
| <u>Avis de suppléance :</u> | Du début à la fin : 2 avis de suppléance. |
| <u>Secrétaire de séance :</u> | Guy SCHILLING |
| <u>Nombre de présents :</u> | Du début à la 2018.03.07 : 55 présents. De la 2018.03.08 à 2018.03.14 : 56 présents. De la 2018.03.15 à la fin : 53 présents. |
| <u>Nombre de votants :</u> | Du début à la 2018.03.14 : 70 votants. De la 2018.03.15 à la fin : 68 votants. |

Dans la mesure où le réseau MOVIA ne fonctionne ni les dimanches, ni les jours fériés, il est proposé une date d'application à compter du 3 avril 2018.

A noter que ce règlement relatif aux transports spécialisés est le même que celui pratiqué par le STAT jusqu'au 31 mars 2018.

Ce règlement est annexé à la présente délibération.

Pour l'heure et dans l'attente de la signature d'une convention avec le Conseil Régional Grand Est pour la reprise des transports scolaires sur l'ensemble du ressort territorial, le règlement applicable aux transports spécialisés s'applique selon les modalités suivantes :

- Organisation du transport sur les trajets domicile - établissements scolaires et retour pendant les périodes scolaires sur l'ex périmètre du STAT.
- Afin de bénéficier de ce type de transport, l'élève doit être domicilié sur le territoire de la CC2T et être scolarisé dans un établissement public siège d'une classe spécialisée.

Il précise également les modalités d'inscription et d'accès au réseau.

Les droits et obligations de chacun y sont également indiqués :

- assurer aux élèves scolarisés en classes spécialisées un transport réunissant toutes les conditions de sécurité,
- assurer une bonne entente entre les différentes personnes concernées : parents, enfants, entreprise titulaire du marché, conducteurs,
- assurer une collaboration étroite et efficace avec les différents partenaires sollicitant ces transports.

A noter enfin que le règlement des transports spécialisés, ainsi que les règlements de transports urbains et transports scolaires se complètent.

Vu la commission mobilité en date 04 avril 2018,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **Approuve le règlement applicable aux transports spécialisés**
- **Autorise Monsieur le Président à la signature de toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération.**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,
Fabrice CHARTREUX

RÈGLEMENT D'EXPLOITATION DE MOVIA

RÉSEAU DES TRANSPORTS SPECIALISES

PRÉAMBULE

La Communauté de Communes Terres Toulaises (CC2T) est responsable de l'organisation et du financement des transports scolaires sur le périmètre de transports urbain (PTU) qui s'étend sur son territoire.

ARTICLE 1

La CC2T organise le transport sur les trajets domicile - établissements scolaires et retour pendant les périodes scolaires, tous les lundis, mardis, jeudis, vendredis (matins et soirs) et les mercredis (matins et midis) sur son territoire.

ARTICLE 2

Afin de bénéficier du transport, l'élève doit être domicilié sur le territoire de la CC2T et être scolarisé dans un établissement public siège d'une classe spécialisée.

ARTICLE 3

Les services compétents de l'Etat communiquent à la CC2T la liste des élèves qui peuvent bénéficier de ce service.

Le transport des élèves scolarisés en classes spécialisées concerne des élèves orientés et affectés par l'Inspection d'Académie (CLAD, CLIS Maurice Humbert, et UPI) sur le périmètre de transports urbain. Le transport concerne uniquement les trajets du domicile à l'établissement scolaire, à raison d'un aller-retour par jour, L'élève sera pris en charge à l'arrêt Movia le plus proche de son domicile.

Les prises en charge et retour au domicile d'une nourrice agréée ou à toute autre adresse que celle du responsable légal ou de la famille d'accueil sont possibles avec dérogation. Toutefois, la distance prise en compte reste celle du domicile du représentant légal ou de la famille d'accueil.

ARTICLE 4

Les demandes d'inscriptions/réinscriptions sont distribuées par les établissements scolaires aux familles qui les remplissent. L'établissement scolaire appose son cachet et envoie la demande à la CC2T. La CC2T instruit la demande et précise par courrier aux familles le type de carte délivrée à l'élève. La famille se rend avec le courrier et les pièces demandées à la boutique MOVIA pour se faire établir la carte de transport de l'élève.

ARTICLE 5

Tous les élèves, quelque soit leur carte de transport, devront obligatoirement emprunter la navette spécialement affrétée au service de transports scolaires aux arrêts Movia le plus proche de leurs domicile.

ARTICLE 6

En dehors des horaires de transports scolaires, l'accès au réseau urbain reste possible avec un pass payant.

ARTICLE 7

Les élèves ayant fait une demande de transports scolaires bénéficieront des cartes de transports suivantes :

→ Pass Scolaire gratuit, dans le cas où le domicile est distant de plus de trois kilomètres de l'établissement scolaire.

Cette carte de transport est valable uniquement sur le service de transports scolaires et pendant les périodes scolaires (un aller-retour par jour).

→ Pass Jeunes Scolaire, au tarif de 11 € par mois ou 110 € par an, dès lors que le domicile est distant de moins de trois kilomètres de l'établissement scolaire. Cette carte de transport oblige l'élève à utiliser le service spécial, mais il peut aussi voyager sur l'ensemble du réseau urbain Movia, du lundi au samedi, en dehors des horaires dits scolaires et pendant les vacances scolaires.

Selon la réglementation en vigueur, la distance est calculée sur le trajet le plus court et à pied.

ARTICLE 8

Le présent règlement a pour objet, de préciser les droits et obligations de chacun et plus précisément :

- d'assurer aux élèves scolarisés en classes spécialisées un transport réunissant toutes les conditions de sécurité, dans le respect de la mission qui est confiée, par la CC2T à l'entreprise titulaire du marché de transport scolaire,

- d'assurer une bonne entente entre les différentes personnes concernées : parents, enfants, entreprise titulaire du marché, conducteurs,

- d'assurer une collaboration étroite et efficace avec les différents partenaires

MDPH et IEN notamment.

REQUIEN PREFECTURE
le 10/04/2018
Application agréée E-legalite.com

ARTICLE 9

1) Les élèves sont pris en charge à l'heure indiquée par la CC2T,
2) l'élève se doit d'être ponctuel. En aucun cas la navette attendra l'élève s'il est absent à l'arrêt,
3) Tout changement ponctuel ou définitif d'heure de prise en charge sera communiqué aux parents.
La responsabilité de la CC2T s'étend de la prise en charge à l'arrêt de montée jusqu'à la descente du véhicule.

ARTICLE 10

1) Toute détérioration du véhicule commise par les élèves engage la responsabilité des parents,
2) La famille s'engage à signaler à la CC2T :
- tout changement d'adresse, d'établissement, ou même de transport au plus tard 2 semaines avant la date d'effet du changement.
- toute absence de l'élève pour maladie, évènements familiaux etc...
3) Dès la deuxième absence non signalée à la CC2T, la famille s'expose à une suspension de prise en charge de l'élève pour une durée d'un mois. En cas de récurrence, la suspension sera d'une durée de 3 mois.

ARTICLE 11

En montant dans le véhicule, les élèves doivent passer leur carte de transport sur le valideur pour le contrôle. Pour la carte mensuelle, elle doit être validée le 1^{er} de chaque mois et à la première montée dans le bus. Chaque élève doit prendre soin de sa carte. En cas de perte ou de détérioration, un duplicata pourra être établi moyennant le paiement d'une somme de 16 €.
En cas de vol, une nouvelle carte sera établie gratuitement, sur présentation du récépissé de dépôt de plainte auprès de la Police.

ARTICLE 12

Chaque élève doit rester à sa place pendant tout le trajet, ne la quitter qu'au moment de la descente et se comporter de manière à ne pas gêner le conducteur, ni distraire de quelque façon que ce soit son attention, ni mettre en cause la sécurité. Il est interdit notamment :

- * De parler au conducteur sans motif valable ;
- * De fumer ou d'utiliser allumettes ou briquets ou tout objet dangereux ;
- * De jouer, de crier, de projeter quoi que ce soit ;
- * De toucher, avant l'arrêt du véhicule, les poignées, serrures ou dispositifs d'ouverture des portes ainsi que les issues de secours ;
- * De se pencher dehors.

Les sacs, serviettes, cartables ou paquets de livres doivent être placés de telle sorte qu'à tout moment le couloir de circulation ainsi que les accès aux portes restent libres. Ils ne doivent pas menacer la sécurité et l'ordre du service.

ARTICLE 13

En cas d'indiscipline d'un élève, le conducteur signale les faits au responsable de l'entreprise de transport qui saisit la CC2T.

Ce dernier engage éventuellement la mise en œuvre de l'une des sanctions suivantes :

- Avertissement ;
- Exclusion temporaire de courte durée n'excédant pas une semaine ;
- Exclusion de plus longue durée ;
- Amendes (cf tableau en annexe)

Toutes ces sanctions sont notifiées par courrier aux familles ou à l'élève majeur par la CC2T avec copie à l'établissement scolaire.

L'exclusion d'un élève des transports ne dispense pas de sa scolarité. Une exclusion peut être immédiate, sans avertissement préalable si les faits sont graves. Tout élève exclu pour mesure disciplinaire ne peut pas emprunter le transport même contre paiement.

ARTICLE 14

Toute détérioration commise par les élèves à l'intérieur d'un car affecté aux transports scolaires engage la responsabilité des parents si les élèves sont mineurs, ou leur propre responsabilité s'ils sont majeurs.

ARTICLE 15

Le présent règlement s'applique à tous les élèves empruntant les transports scolaires, sous la responsabilité directe de la CC2T.

NB : LE PRÉSENT RÈGLEMENT AINSI QUE LES RÈGLEMENTS DE TRANSPORTS SCOLAIRES ET TRANSPORTS URBAINS SE COMPLÈTENT.

Toul, le 03 Avril 2018
Fabrice CHARTREUX,
Président

REÇU EN PREFECTURE

le 10/04/2018

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20180405-2018_03_24-

INFRACTIONS & AMENDES

Loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer.
 Loi du 30 décembre 1985 portant diverses dispositions de procédure pénale et de droit pénal.
 Décret n° 730 du 22 mars 1942 modifié sur la police, la sureté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général local.
 Ordonnance du 5 mai 1945, art. 3, alinéa 2 ; Décret n° 86-1043 du 18 septembre 1986.
 Article R417-10 du Code de la Route, Paragraphe II alinéa 2, Paragraphe IV.

| Cas | Motif | Paiement immédiat | Paiement différé | Paiement majoré |
|-----|---|-------------------|------------------|-----------------|
| 1 | Carte non validée Tarif réduit non justifié Dépassement de validité horaire Carte hors période de validité Conditions d'admission non respectées | 15,00 € | 20,00 € | 26,00 € |
| 2 | Défaut de la carte de transport Carte illisible ou abimée | 25,00 € | 30,00 € | 39,00 € |
| 3 | Occupation abusive d'emplacement Montée par accès non autorisé Fumer ou cracher dans le bus Abus du signal d'arrêt Abus du signal d'arrêt d'urgence ou décompression Entrave au contrôle Montée ou descente hors des arrêts Usage d'un instrument sonore Objet ou animal hors règlement Atteinte à la sécurité | 80,00 € | 85,00 € | 138,00 € |
| 4 | Stationnement de véhicules aux arrêts prévus pour les bus et navettes | 22,00 € | 35,00 € | 75,00 € |
| 5 | Poursuites judiciaires : Dégradation dans le véhicule Falsification de la carte | Délit | Délit | Délit |

La somme indiquée ci-contre constitue une proposition de transaction (article 529-3 à 530-1 du code de procédure pénale).

Vous disposez des délais de paiement suivants pour en acquitter le montant soit en espèces, soit par chèque à l'ordre de « Trésor Public », soit par mandat administratif (**Dans tous les cas, veuillez indiquer le numéro de procès-verbal**) :

- paiement immédiat : à bord du bus ;
- paiement différé : auprès de la collectivité, dans un délai inférieur à deux mois suivant la verbalisation ;
- paiement majoré : à défaut de règlement dans les deux mois, le procès-verbal sera transmis au Ministère Public et vous serez redevable d'une amende majorée, recouvrée par le Trésor Public.

Vous pouvez faire une réclamation écrite motivée à l'adresse suivante, qui sera transmise, le cas échéant au Procureur de la République : **Communauté de Communes Terres Toulaises - Rue du Mémorial du Génie - 54200 ECROUVES.**